

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS				ANNONCES ET AVIS DIVERS
	VOIE NORMALE		VOIE AERIEENNE		
	Six mois	Un an	Six mois	Un an	
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'imprimerie nationale à Rufisque.	Sénégal et autres Etats de la CEDEAO ..... 15.000f 31.000f. - -				La ligne ..... 1.000 francs
Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.	Etranger : France, Zaïre R.C.A. Gabon, Maroc. Algérie, Tunisie. - - 20.000f. 40.000f				Chaque annonce répétée... Moitié prix
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Etranger : Autres Pays 23.000f 46.000f				(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).
	Prix du numéro ..... Année courante 600 f		Année ant. 700f.		
	Par la poste : ..... Majoration de 130 f par numéro		Par la poste -		Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 9520 790 630/81
	Journal légalisé ..... 900 f				

## S O M M A I R E

### PARTIE OFFICIELLE

#### DECRETS ET ARRETE

##### MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

2018  
05 juin.....Arrêté ministériel n° 012390 autorisant la création d'une association étrangère..... 732

##### MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

2018  
05 décembre . Décret n° 2018-2106 prononçant le retrait des droits réels consentis sur une parcelle de terrain, d'une superficie de 6ha 19a 00ca, située à Guédiawaye, en vue de la construction de la gare de stationnement des autobus du projet de Bus Rapid Transit (BRT); prononçant l'affectation dudit terrain au Conseil Urbain du Transport Exécutif de Dakar (CETUD)..... 732

05 décembre . Décret n° 2018-2107 modifiant le décret n° 2017-2201 du 04 décembre 2017 fixant les redevances relatives à l'Aviation civile au Sénégal. .... 733

2018

05 décembre . Décret n° 2018-2108 modifiant et complétant le décret n° 2016-2063 du 30 décembre 2016 déclarant cessibles les titres fonciers privés, désignant les immeubles domaniaux nécessaires à la réalisation du projet de train express régional (TER) Dakar-Aéroport international Blaise DIAGNE (AIBD), prononçant le retrait pour cause d'utilité publique des droits réels immobiliers compris dans l'assiette dudit projet et prescrivant l'immatriculation au nom de l'Etat des terrains dépendant du Domaine national situés dans l'emprise dudit projet..... 737

##### MINISTERE DE LA GOUVERNANCE TERRITORIALE, DU DEVELOPPEMENT ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

2018  
16 juillet..... Décret n° 2018-1299 portant statut particulier du cadre des fonctionnaires de la Culture des Collectivités territoriales ..... 754

### PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces ..... 760

## PARTIE OFFICIELLE

#### DECRETS ET ARRETE

## MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

Arrêté ministériel n° 012390 du 05 juin 2018  
autorisant l'implantation  
d'une association étrangère

Article premier. - Est autorisée l'implantation de l'association étrangère de droit italien dénommée « **ONLUS A STEP FORWARD** », dont le siège social est établi au 43, rue Dei Castani, Département de Verbania en Italie.

Art. 2. - L'association mènera ses activités sur l'étendue du territoire national conformément à ses statuts et dans le respect de la réglementation en vigueur en la matière.

Elle a pour but de promouvoir à des fins de solidarité, le développement économique et social dans les pays à bas et moyens revenus dans les domaines scolaire, sanitaire, environnemental et de la formation.

Art. 3. - Au Sénégal, l'association est établie à Mboro, Région de Thiès. Elle y est représentée par Macodou NDIAYE, domiciliée à la 17 S, Cité Chemin de fer à Thiès.

Art. 4. - Toutes modifications apportées aux statuts et tout changement survenu dans l'administration de l'association devront être portés à la connaissance du Ministre de l'Intérieur avant leur prise d'effet.

Art. 5.- Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

## MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

Décret n° 2018-2106 du 05 décembre 2018 prononçant le retrait des droits réels consentis sur une parcelle de terrain, d'une superficie de 6ha 19a 00ca, située à Guédiawaye, en vue de la construction de la gare de stationnement des autobus du projet de Bus Rapid Transit (BRT); prononçant l'affectation dudit terrain au Conseil Urbain du Transport Exécutif de Dakar (CETUD)

DECRETE :

Article premier. - Est prononcé le retrait des droits réels immobiliers consentis sur une parcelle de terrain, d'une superficie de 6ha 19a 00ca, située à Guédiawaye, en vue de la construction de la gare de stationnement des autobus du projet de Bus Rapid Transit (BRT).

Art. 2. - Est prononcé l'affectation dudit terrain au Conseil Urbain du Transport Exécutif de Dakar (CETUD).

Art. 3. - Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan et le Ministre des Infrastructures, des Transports et du Désenclavement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 05 décembre 2018.

Macky SALL

Le Président de la République :

*Le Premier Ministre,*  
Mahammed Boun Abdallah DIONNE

**Décret n° 2018-2107 du 05 décembre 2018 modifiant le décret n°2017-2201 du 04 décembre 2017 fixant les redevances relatives à l'aviation civile au Sénégal**

**RAPPORT DE PRÉSENTATION**

L'article 11 du Décret n° 2017-2201 du 04 décembre 2017 fixant les redevances relatives à l'aviation civile au Sénégal définit les taux et montants des redevances aéronautiques applicables à l'Aéroport International Blaise DIAGNE (AIBD), ainsi que leur mode de calcul, les modalités de collecte et les bénéficiaires.

Il prévoit également la possibilité de leur révision, à l'exclusion de la Redevance de Développement des Infrastructures Aéroportuaires (RDIA), par arrêté conjoint du Ministre chargé de l'Aviation civile et du Ministre chargé des Finances.

A l'épreuve de l'exploitation du nouvel aéroport (AIBD), diverses contraintes ont été relevées, notamment :

- \* le niveau actuel de la redevance sûreté qui ne permet pas de rémunérer correctement les services rendus ;
- \* l'insuffisance des ressources allouées à l'Autorité de l'aviation civile ;
- \* la nécessité de permettre au gestionnaire de l'aéroport de collecter directement sa quote-part de la redevance atterrissage ;
- \* la nécessité de permettre à la société privée de sûreté délégataire de la Haute Autorité des Aéroports du Sénégal, de percevoir directement sa part de rémunération sur la redevance sûreté.

Par ailleurs, en application de l'article 10 de l'Acte additionnel n° 07/2013/CCEG/UEMOA portant création de l'Agence Communautaire de supervision de la sécurité et de la sûreté de l'Aviation civile des Etats membres de l'UEMOA (ACSAC), le Conseil des Ministres de l'Union, lors de sa réunion du 29 juin 2018, a fixé le taux de la redevance communautaire de sécurité et de sûreté de l'aviation civile à deux cent soixante (260) FCFA par passager au départ des aéroports de l'Union.

Cette redevance, prise en compte dans le prix du titre de transport aérien, doit être perçue au profit de l'ACSAC par les Autorités nationales de l'Aviation civile ou de toute autre entité compétente. Sa perception doit être effective le 1<sup>er</sup> juillet 2019.

La transposition de cette redevance dans notre réglementation impose une modification des redevances applicables à l'Aéroport International Blaise Diagne (AIBD) par décret à la place de l'arrêté interministériel.

Toutefois, afin de rationaliser les modalités de perception, il est proposé de revaloriser la redevance aviation civile actuelle de mille (1 000) FCFA par passager international et d'en réserver une partie pour la redevance communautaire.

Le projet de décret prévoit également la revalorisation de la redevance sûreté en la portant à dix mille (10 000) FCFA par passager international.

Telle est l'économie du présent projet de décret.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU la Constitution ;

VU la Convention de Chicago du 07 décembre 1944 relative à l'aviation civile internationale et ses annexes ;

VU la Convention de Dakar relative à l'ASECNA signée en 2010, révisée ;

VU l'Acte additionnel n° 07/2013/CCEG/UEMOA du 23 octobre 2013 portant création de l'Agence communautaire de Supervision de la Sécurité et de la Sûreté de l'Aviation civile des Etats membres de l'UEMOA (ACSAC) ;

VU le Règlement n° 03/2018/CM/UEMOA du 29 juin 2018 fixant les statuts, l'organisation et le fonctionnement de l'Agence communautaire de Supervision de la Sécurité et de la Sûreté de l'Aviation civile des Etats membres de l'UEMOA (ACSAC) ;

VU la décision n° 04/2018/CM/UEMOA du 29 juin 2018 fixant le taux et les modalités de perception de la redevance communautaire de sécurité et de sûreté de l'aviation civile ;

VU la loi n° 2015-10 du 04 mai 2015 portant Code de l'Aviation Civile ;

VU le décret n° 2011-1055 du 28 juillet 2011 portant création de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile et de la Météorologie (ANACIM), modifié par le décret n° 2015-981 du 10 juillet 2015 ;

VU le décret n° 2017-1343 du 15 juin 2017 portant élargissement des compétences de la Haute Autorité de l'Aéroport Léopold Sédar Senghor et modifiant sa dénomination ;

VU le décret n° 2017-1531 du 06 septembre 2017 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n° 2017-1533 du 07 septembre 2017 fixant la composition du Gouvernement ;

VU le décret n° 2017-1546 du 08 septembre 2017 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères, modifié par le décret n°2018-683 du 27 mars 2018 ;

VU le décret n° 2017-1569 du 13 septembre 2017 relatif aux attributions du Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan ;

VU le décret n° 2017-1591 du 13 septembre 2017 relatif aux attributions du Ministre des Transports aériens et du Développement des Infrastructures aéroportuaires ;

VU le décret n° 2017-1926 du 11 octobre 2017 portant ouverture à la circulation aérienne publique de l'Aéroport International Blaise Diagne Diass-Thiès ;

VU le décret n° 2017-2201 du 04 décembre 2017 fixant les redevances relatives à l'aviation civile au Sénégal ;

Sur le rapport conjoint du Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan et du Ministre des Transports aériens et du Développement des Infrastructures aéroportuaires,

DECRETE :

Article premier. - Les articles 4 et 6 du décret n°2017-2201 du 04 décembre 2017 fixant les redevances relatives à l'aviation civile au Sénégal sont abrogés et remplacés comme suit :

« Article 4.- Redevance sûreté

La redevance sûreté rémunère les mesures et les moyens mis en place au niveau des aéroports pour assurer la sûreté du transport aérien.

Elle est due par le transporteur aérien, pour tout passager d'un vol commercial au départ d'un aéroport situé au Sénégal. Son montant est calculé en fonction du taux en vigueur et du nombre de passagers embarqués. Le transporteur peut facturer cette redevance aux passagers.

La part de la redevance sûreté dédiée à l'acquisition et la maintenance des équipements de sûreté, est allouée au gestionnaire d'aéroport qui est chargé d'en assurer la gestion dans le cadre d'une comptabilité séparée et dans les conditions approuvées par la Haute Autorité des Aéroports du Sénégal (HAAS).

Dans le cas où la HAAS délègue une partie de ses missions à une société privée de sûreté dûment agréée, celle-ci peut percevoir directement sa quote-part auprès de la structure collectrice suivant les conditions notifiées par la HAAS. »

« *Article 6.- Redevance aviation civile*

La redevance aviation civile rémunère les mesures et les moyens mis en place par l'Autorité de l'aviation civile pour assurer la régulation du transport aérien, ainsi que la supervision de la sécurité et de la sûreté.

Elle intègre la redevance communautaire de sécurité et de sûreté de l'aviation civile perçue au profit de l'Agence Communautaire de Supervision de la Sécurité et de la Sûreté de l'aviation civile des Etats membre de l'UEMOA (ACSAC).

Elle est due par le transporteur aérien, pour tout passager d'un vol commercial au départ d'un aéroport situé au Sénégal. Son montant est calculé en fonction du taux en vigueur et du nombre de passagers embarqués. Le transporteur peut facturer cette redevance aux passagers.

La part de la redevance sûreté due à l'ACSAC sera versée conformément aux dispositions de la Décision n° 04/2018/CM/UEMOA. »

Art 2.- Les tableaux annexés au décret n°2017-2201 sont abrogés et remplacés par les tableaux annexés au présent décret. Leurs dispositions entrent en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> mars 2019.

Art 3.- Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan et le Ministre des Transports aériens et du Développement des Infrastructures aéroportuaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 05 décembre 2018.

Macky SALL

Le Président de la République :

*Le Premier Ministre,*

Mahammed Boun Abdallah DIONNE

**ANNEXE : REDEVANCES AERONAUTIQUES APPLICABLES SUR  
L'AÉROPORT INTERNATIONAL BLAISE DIAGNE (AIBD)  
A COMPTER DU 1<sup>er</sup> MARS 2019**

<b>REDEVANCES ATERRISSAGE</b>				
<b>NATURE DU VOL</b>	<b>PART DE LA MASSE MAXIMALE DE L'AERONEF (M) EN TONNE</b>	<b>TAUX DE REDEVANCE (EN FCFA PAR TONNE)</b>	<b>STRUCTURE COLLECTRICE</b>	<b>STRUCTURES BENEFICIAIRES</b>
INTERNATIONAL	$M \leq 25$	2 006	ASECNA : 56% ; Gestionnaire d'aéroport : 44%	ASECNA : 56% ; Gestionnaire d'aéroport : 44%
	$25 < M \leq 75$	4 024		
	$75 < M \leq 150$	5 640		
	$M > 150$	5 290		
NATIONAL	$M \leq 14$	378		
	$14 < M \leq 25$	1 502		
	$25 < M \leq 75$	3 020		
	$75 < M \leq 150$	3 818		
	$M > 150$	3 602		
AERONEFS DE TOURISME PRIVES	$M \leq 2$	798		

<b>REDEVANCES BALISAGE LUMINEUX DE PISTES</b>				
<b>TYPE DE BALISAGE</b>	<b>MASSE MAXIMALE DE L'AERONEF EN TONNE (M)</b>	<b>MONTANT REDEVANCE (EN FCFA)</b>	<b>STRUCTURE COLLECTRICE</b>	<b>STRUCTURE(S) BENEFICIAIRES</b>
HAUTE INTENSITE (HI)	$M \leq 75$	83 746	ASECNA	ASECNA : 100%
	$M > 75$	106 079		
BASSE INTENSITE (BI)		41 875		

<b>REDEVANCES DE SERVICES PASSAGERS</b>			
<b>DESTINATION DES PASSAGERS</b>	<b>TAUX REDEVANCE (EN FCFA PAR PASSAGER)</b>	<b>STRUCTURE COLLECTRICE</b>	<b>STRUCTURE(S) BENEFICIAIRES</b>
AERODROME DU SENEGAL	2 500	Gestionnaire d'aéroport	Gestionnaire d'aéroport 100%
TOUT AUTRE AERODROME INTERNATIONAL	10 000		

<b>REDEVANCE CARBURANT</b>			
<b>ASSIETTE</b>	<b>TAUX REDEVANCE (EN LITRE)</b>	<b>STRUCTURE COLLECTRICE</b>	<b>STRUCTURE(S) BENEFICIAIRES</b>
CARBURANT DISTRIBUE	2	Gestionnaire d'aéroport	Gestionnaire d'aéroport : 100%

REDEVANCE FRET			
ASSIETTE	TAUX REDEVANCE EN FCFA PAR KILOGRAMME)	STRUCTURE COLLECTRICE	STRUCTURE(S) BENEFICIAIRE(S)
Fret import/Export	15 FCFA/KG	Gestionnaire d'aéroport	Gestionnaire d'aéroport : 100%

REDEVANCES STATIONNEMENT ET DE HANGAR				
AIRE DE STATIONNEMENT	FRANCHISE (EN HEURES)	TAUX REDEVANCE (EN FCFA PAR TONNE ET PAR HEURE)	STRUCTURE COLLECTRICE	STRUCTURE(S) BENEFICIAIRE(S)
AIRE DE TRAFIC	1	33	Gestionnaire d'aéroport	Gestionnaire d'aéroport : 100%
AIRE DE GARAGE	3	33		
ABRI POUR AVION COMMERCIAL		25		
ABRI POUR AVION DE TOURISME		15		

REDEVANCES SECURITE			
PASSAGER	TAUX REDEVANCE (EN DOLLARS US PAR PASSAGER)	STRUCTURE COLLECTRICE	STRUCTURE(S) BENEFICIAIRES
A DESTINATION DU SENEGAL	12	Gestionnaire d'aéroport	MEFP pour SECURIPORT
AU DEPART DU SENEGAL	12		

REDEVANCES SURETE			
DESTINATION DES PASSAGERS	TAUX REDEVANCE (EN FCFA PAR PASSAGER)	STRUCTURE COLLECTRICE	STRUCTURE(S) BENEFICIAIRES (EN FCFA PAR PASSAGER)
AERODROMES DU SENEGAL	2 500	Gestionnaire d'aéroport	Gestionnaire d'aéroport : 500 ; ANACIM : 125 ; HAAS : 1 875 ;
TOUT AUTRE AERODROME INTERNATIONAL	10 000	Gestionnaire d'aéroport	Gestionnaire d'aéroport : 1200 ; ANACIM : 1 300 ; Société privée délégitaire : 6 000 au maximum ; HAAS : Reliquat

REDEVANCES AVIATION CIVILE			
DESTINATION DES PASSAGERS	TAUX REDEVANCE (EN FCFA PAR PASSAGER)	STRUCTURE COLLECTRICE	STRUCTURE(S) BENEFICIAIRES (EN FCFA PAR PASSAGER)
AERODROMES DU SENEGAL	1 500	ANACIM	ANACIM : 1 500
TOUT AUTRE AERODROME INTERNATIONAL	3 000	ANACIM	ACSAC : 260 ANACIM : 2 740



**Décret n° 2018-2108 du 05 décembre 2018 modifiant et complétant le décret n° 2016-2063 du 30 décembre 2016 déclarant cessibles les titres fonciers privés, désignant les immeubles domaniaux nécessaires à la réalisation du projet de train express régional (TER) Dakar-Aéroport international Blaise DIAGNE (AIBD), prononçant le retrait pour cause d'utilité publique des droits réels immobiliers compris dans l'assiette dudit projet et prescrivant l'immatriculation au nom de l'Etat des terrains dépendant du Domaine national situés dans l'emprise dudit projet**

**RAPPORT DE PRESENTATION**

Aux termes du décret n° 2015-298 du 05 mars 2015, le projet de train express régional (TER) Dakar-Aéroport international Blaise DIAGNE (AIBD) a été déclaré d'utilité publique. Subséquemment, le décret n° 2016-2063 du 30 décembre 2016 a désigné les immeubles domaniaux nécessaires à la réalisation dudit projet, prononcé le retrait des droits réels consentis sur ces immeubles et déclaré cessibles les titres fonciers privés se situant dans son emprise.

Cependant, des modifications substantielles du tracé, intervenues au cours des études de finalisation, notamment sur l'emplacement et le gabarit de certains ouvrages, ont entraîné des changements relativement à la liste des titres fonciers impactés par le projet et les superficies. De nouveaux titres ont ainsi été impactés et devront être déclarés cessibles. Les titres fonciers figurant dans le précédent décret et n'étant pas concernés par la modification du tracé ont aussi vu les superficies impactées augmenter pour certains et réduites pour d'autres. Ceux figurant dans le même décret et n'étant plus nécessaires finalement à la réalisation du projet doivent, par conséquent, en être exclus.

Le projet de décret, ci-joint, élaboré en application des dispositions de la loi n° 76-67 du 02 juillet 1976 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et aux autres opérations foncières d'utilité publique a donc été préparé pour modifier et compléter les dispositions du décret n° 2016-2063 du 30 décembre 2016, notamment :

- déclarer nécessaires à la réalisation du projet les terrains domaniaux nouvellement impactés suite à la modification du tracé du TER et prononcer le retrait des droits réels consentis sur ces immeubles ;
- rendre cessibles les titres fonciers privés compris dans la nouvelle emprise du projet ;
- prononcer la désaffectation des terrains du Domaine national situés sur la même assiette et prescrire leur immatriculation au nom de l'Etat ;
- exclure les immeubles domaniaux et les titres privés rendus cessibles par le décret n° 2016-2063 du 30 décembre 2016 et ne situant plus dans l'emprise du projet à la suite de la modification du tracé.

Tel est l'objet du présent décret soumis à votre signature.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU la Constitution ;

VU la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relative au domaine national ;

VU la loi n° 76-66 du 02 juillet 1976 portant Code du Domaine de l'Etat ;

VU la loi n° 76-67 du 02 juillet 1976 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et aux autres opérations foncières d'utilité publique ;

VU la loi n° 2011-07 du 30 mars 2011 portant régime de la propriété foncière ;

VU le décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 portant application de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relative au domaine national, notamment en ses articles 29, 36 et suivants ;

VU le décret n° 77-563 du 03 juillet 1977 portant application de la loi n° 76-67 du 02 juillet 1976 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et aux autres opérations foncières d'utilité publique ;

VU le décret n° 81-557 du 21 mai 1981 portant application du code du domaine de l'Etat en ce qui concerne le domaine privé, modifié par le décret n° 89-001 du 03 janvier 1989 ;

VU le décret n° 2015-298 du 05 mars 2015 déclarant d'utilité publique le projet de train express régional (TER) Dakar-Aéroport international Blaise DIAGNE (AIBD) ;

VU le décret n° 2016-2063 du 30 décembre 2016, désignant les immeubles domaniaux nécessaires à la réalisation du projet de train express régional (TER) Dakar-Aéroport international Blaise DIAGNE (AIBD), déclarant cessibles les titres fonciers privés, prononçant le retrait pour cause d'utilité publique des réels immobiliers compris dans l'assiette dudit projet et prescrivant l'immatriculation au nom de l'Etat des terrains dépendant du Domaine national situés dans l'emprise dudit projet ;

VU le décret n° 2017-1531 du 06 septembre 2017 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n° 2017-1533 du 07 septembre 2017 fixant la composition du Gouvernement ;

VU le décret n° 2017-1546 du 08 septembre 2017 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères, modifié par le décret n° 2018-683 du 27 mars 2018 ;

VU l'avis favorable de la Commission de Contrôle des Opérations Domaniales lors de sa consultation à domicile le 13 janvier 2015 ;

Sur le rapport du Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan,

**DECRETE :**

**Article premier.** - Sont modifiées et complétées, ainsi qu'il suit, les dispositions de l'article premier du décret n° 2016-2063 du 30 décembre 2016 :

« - *Article premier :*

Sont désignés et déclarés cessibles, les titres fonciers privés figurant dans les tableaux ci-dessous à concurrence des superficies mentionnées.

Est prononcé, le retrait pour cause d'utilité publique des baux concédés par l'Etat sur les immeubles domaniaux figurant dans les tableaux ci-après.

Sont déclarés nécessaires à la réalisation du projet, les immeubles domaniaux non affectés figurant dans les tableaux ci-après.

## Titres impactés dont les superficies ont évolué

## Dakar-Plateau

ID	N° TF	N° Lot	Superficie Totale (m²)		Augmentation	Diminution	Propriétaires	Observations
			Superficie décret 2016-2063	Nouvelle superficie Impactée				
1	5280/DK		315	500	185		Etat du Sénégal	
2	1659/DK		51	64	13		Etat du Sénégal	
3	1658/DK			127			Etat du Sénégal	
4	480/DK		730	1006	276		Etat du Sénégal	
5	3276/DK		1236	148		1088	Hussein Bourgi Marouf jawade Salam	
6	7900/DK		900	278		622	Etat du Sénégal	Superficie de 900m² Adjugée par licitation au profit d'Ibra KEBE suivant acte notarié consigné au registre des oppositions le 28 août 2006, vol 01, n° 147
7	7900/DK		139,42	400	260,58	-	Etat du Sénégal	Distraction de (400 m²) en cours au nom de Moustapha DIME (consigné au registre des oppositions le 22 nov.2016, vol 01, n° 714

## Grand-Dakar

ID	TF (DG)	TF (GR)	N° Lot	Superficie (m²)	Nouvelle superficie m²	Augmentation (m²)	Diminution (m²)	Propriétaires	Observations
				décret 2016-2063					
1	3744	11407		706	1701	995		Société immobilière «Tara DIA» suivant adjudication en date du 18/03/1988	
2	18782	17616		298	741	443		M.Guy Pierre DESCHAMPS et Mme Marayme GAYE (épouse)	
3		3685	2	63	150	87		Mamadou Tidiane KANE	
4		3768	3	85	150	65		Abdoulaye AMAR	
5	3745	3686	Lot 4 à distraire du TF 2655/GR	112	156	44		Mahanta SOCK	
6		6192	Lot 12 à distraire du TF 2655/GR	110	147	37		Mame Coumba NDIAYE	
7		3687	8	114	150	36		Mamadou MBAYE	
8	3745	6191	Lot 9 à distraire du TF 2655/GR	114	150	36		Ndella DIOUF	
9		3688	10	114	150	36		Firmin MANSIS	



## Grand-Dakar

ID	TF (DG)	TF (GR)	N° Lot	Superficie (m²)	Nouvelle superficie m²	Augmenta- tion (m²)	Diminu- tion (m²)	Propriétaires	Observations
				décret 2016-2063					
10		3689	13	113	150	37		Khardiata KANE	
11		3690	14	167	218	51		Malick NDAO	
12	4204	11011		43	94	51		SCAT URBAM	
13	5643	16816		125	920	795		Etat du Sénégal	
14	9023	13761		948	1050	102		LIBYA OIL SENEGAL SA	
15	17290/ GRD	10209		2307	8156	5849		SONES	
16	3086	10955		9700	14478	4778		Etat du Sénégal	
17	3089	10957		5200	8007	2807		Etat du Sénégal	
18	3900	10818		426	404		22	Etat du Sénégal	
19	4444	409		180	463	283		Etat du Sénégal	
20	2199			160	153		7	Annulé	
21	22941	1702		202	469	267		Etat du Sénégal	
22		3743		93	299	206		Menuiserie Bâtiment du Sénégal	
23	2199			138	473	335		Annulé	
24	5936	6561		1968	14894	12926		Etat du Sénégal	
25	5012	18066		7118	20782	13664		Etat du Sénégal	
26	2818	10974		5132	5263	131		Germaine GANAMET, Robert Joseph KHAYAT, Alain Maryl KHAYAT, Gilbert KHAYAT, Huguette Cama KHAYAT, Georgette Gisèle KHAYAT	
27	7903	5411		5038	6804	1766		Etat du Sénégal	
28	2789	10795		169	403	234		Société pour le Transformation des Matières Plastiques SA	
29	4381	10165		3020	3527	507		Souad BASSIT épouse FILFILI	
30	5260	11791		3531	4729	1198		Etat du Sénégal	
31	5300	5423		707	777	70		Etat du Sénégal	
32	6103	5370		924	2314	1390		SN HLM	
33	7568	13518		790	973	183		Etat du Sénégal	
34	4306	11776		4892	5361	469		Paulette Hélène MONDIE veuve CHATEAUVREUX, Joëlle Jeanne Marie CHATEAUVREUX, François Jacqueline CHATEAUVREUX, Christiane CHATEAUVREUX, Jean Marie Pierre Yves CHATEAUVREUX	

## Grand-Dakar

ID	TF (DG)	TF (GR)	N° Lot	Superficie (m²)	Nouvelle superficie m²	Augmenta- tion (m²)	Diminu- tion (m²)	Propriétaires	Observations
				décret 2016-2063					
35	5353	11795		5132	4642		490	Etat du Sénégal	
36	6277	11956		185	297	112		Etat du Sénégal	Parcelles 1
37	6277	11956		1763	1855	92		Etat du Sénégal	Parcelles 2
38	5012	7013		687	1825	1138		Mouhamadou Mahfouze LY	
39	5567	12782		1863	1868	5		Etat du Sénégal	
40	4692	9979		3667	3671	4		Fodé SANKHO suivant adjudication en du 14/11/1996	
41	5301	5424		4281	4143		138	Etat du Sénégal	
42	5319	5432		564	604	40		Etat du Sénégal	
43	5010	8397		6686	6565		121	Etat du Sénégal	
44	5009	16788		1841	5875	4034		Etat du Sénégal	
45	3313	10805		6656	7669			Etat du Sénégal	
46	5009	16788		2495	3198	703		Etat du Sénégal	
47	19191	13228		941	946	5		Etat du Sénégal	
48	7857	5405		8180	8143		37	Etat du Sénégal	
49	6697	11020		4926	4912		14	Etat du Sénégal	
50		2369		369	996	627		SCI «ZH»	
51	5028	8401		4253	12282	8029		Etat du Sénégal	
52	10135	6742/DK		1596	3818	2222		Reporté en DK	
53	5298	11794		53	125	72		Etat du Sénégal	
54	2991	17344		1758	1961	203		Etat du Sénégal	
55	2589	10961		15578	17939	2361		Etat du Sénégal	
56	3708	11403		215	241	26		Etat du Sénégal	
57	3745	2655	Lot 11 à distraire du TF 2655/GR	116	153	37		Robert Joseph Louis MARTY	Vente au profit de Ndèye Teugue DIAGNE, mutation en cours
58	3605			55	3912	3857		Etat du Sénégal	
59	1303			3199	1435		1764	Reporté en DK	
60	3709	11404		1497	1443		54	Etat du Sénégal	
61	4503	2736		366	986	620		Jean Pierre BIDEgain, Edmond DREUCH, Immeuble placé sous curatelle	

## Pikine

ID	N° TF	N° Lot	Superficie Totale (m²)		Augmentation (m²)	Diminution (m²)	Propriétaires	Observations
			Superficie décret 2016-2063	Nouvelle superficie				
1	41/DP(A)		350	313		37	Famille HILAL	
2	56/DP		805	21	-	784	Total Sénégal	Exproprié totalement Autoroute à péage sur 2109 m²
3	251/DP		1486	1091	-	395	Axa Sénégal SA	Exproprié partiellement Projet PIS1 sur 12439 m²
4	1900/DP		139	34	-	105	Mor GAYE	Exproprié partiellement Projet PIS1 sur 287m²
5	363/DP		2026	278	-	1748	Daouda Mamadou KEBE	
6	342/DP		4736	57	-	4679	Coopérative des Castors de Mbao Gare	
7	588/DP		1998	2110	112	-	Ramy GHANDOUR	
8	41/DP (B)		1503	7717	6214	-	Famille HILAL	
9	186/DP		2180	2298	118	-	Gouvernement Général de l'AOF	
10	308/DP		50	56	6	-	Cheikh Sidy Mouhamed TAMBADOU	
11	287/DP		1063	1124	61	-	Amadou DIOP SYLLA	Exproprié partiellement Projet PIS1 sur 3459 m²
12	1901/DP		121	191	70	-	Mamadou Lamine dit Makhtar NDIAYE	Exproprié partiellement Projet PIS1 sur 212m²
13	482/DP		873	1073	200	-	Alassane Dallo et Consorts	
14	45/DP		3913	9996	6083	-	Mamadou PAYE et Consorts	
15	2742/DP		487	631	144	-	Matar SECK	
16	2743/DP		556	632	76	-	Matar SECK	
17	2744/DP		301	631	330	-	Seydina Issa BOYE	
18	2745/DP		195	631	436	-	Libasse Diagne BOYE	
19	2746/DP		155	631	476	-	Mbaye DIOP	
20	2747/DP		92	631	539	-	Mayacine DIOP	
21	2748/DP		10	513	503	-	Ndiaga SYLLA	
22	2759/DP		318	508	190	-	Matar SECK	
23	2760/DP		304	509	205	-	Matar SECK	
24	2761/DP		275	508	233	-	Seydina Issa BOYE	
25	137/DP		161	517	356	-	DIPROM SA	Emprise voie de ZAC MBAO
26	341/DP		3328	11074	7746	-	Héritiers d'Abdou Khaly DIOUF et Consorts	
27	481/DP		4370	18480	14110	-	Rokheyatou dit Rokhaya NDIAYE et Consorts	
28	12928/DP		6602	15880	9278		HOLDING BAOBAB SA	

## Pikine

ID	N° TF	N° Lot	Superficie Totale (m²)		Augmentation (m²)	Diminution (m²)	Propriétaires	Observations
			Superficie décret 2016-2063	Nouvelle superficie Impactée				
29	346/DP		64	508	444		SCI YAMAST et Consorts	Emprise voie de ZAC MBAO
30	35/DP		2244	1784	-	460	Etat du Sénégal	Emprise voie de lotissement
31	418/DP		1847	1836	-	11	Etat du Sénégal	
32	392/DP		4771	660	-	4111	Etat du Sénégal	Baux Maraichers
33	278/DP		709	695	-	14	Etat du Sénégal	
34	288/DP		794	677	-	117	Etat du Sénégal	Exproprié partiellement Projet PIS1 sur 13840 m²
35	4625/DP		218	41	-	177	Etat du Sénégal	
36	202/DP		1424	948	-	476	Etat du Sénégal	
37	10126/DP		3964	898	-	3066	Etat du Sénégal	Cantines et emprises voies ferrées
38	281/DP		2106	1940	-	166	Etat du Sénégal	
39	16024/DP		230	9	-	221	Etat du Sénégal	
40	16025/DP		216	18	-	198	Etat du Sénégal	
41	16998/DP		103	7	-	96	Etat du Sénégal	
42	12400/DP		191	62	-	129	Etat du Sénégal	
43	16350/DP		135	10	-	125	Etat du Sénégal	Bail Serigne MBOW
44	16022/DP		582	1	-	581	Etat du Sénégal	Bail Palene SARL
45	4/DP		229	356	127	-	Etat du Sénégal	Emprises voies du lotissement
46	37/DP		507	1878	1371	-	Etat du Sénégal	Emprises voies du lotissement
47	410/DP		2250	5541	3291	-	Etat du Sénégal	Marché au Poisson
48	407/DP		15913	16280	367	-	Etat du Sénégal	Emprise voie ferrées et routes
49	44/DP		199187	237370	38183	-	Etat du Sénégal	Emprises voies ferrées et routes
50	2210/DP		1113	2048	935	-	Etat du Sénégal	
51	10397/DP		4487	9193	4706	-	Etat du Sénégal	Emprises voies ferrées

## Rufisque

ID	N° TF	N° Lot	Superficie Totale (m²)		Augmentation (m²)	Diminution (m²)	Propriétaires	Observations
			Superficie décret 2016-2063	Nouvelle superficie				
1	TF 151		7856	11472	3615		Privé	
2	TF 538		79	205	126		Privé	
3	TF 640		1622	807		816	Privé	
4		6	609	626	17		Privé	
5	TF 663	7	532	548	16		Privé	
6	TF 681		1326	2284	958		Privé	
7	TF 742		9	64	55		Privé	
8	TF 743		395	207		188		
9	TF 536		83	194	114		Privé	
10	TF 662		337	479	142		Etat du Sénégal	
11	TF 877		8144	16236	8092		Etat du Sénégal	
12	TF 465		2504	5711	3207		Privé	
13	TF 534		1470	2189	719		Etat du Sénégal	
14	TF 662		2	3672	3670		Etat du Sénégal	
15	TF 610		203	99		104	Privé	
16	TF 716		25	356	331		Privé	
17	TF 213		148	508	360		Privé	
18	TF 168		2797	4829	2032		Privé	
19	TF 208		397	400	2		Etat du Sénégal	
20	TF 168		372	377	5		Privé	
21	TF 705		14452	10323		4129	Privé	
22	TF 89		4327	2764		1564	Privé	
23	TF 89		6440	6994	554		Privé	
24	TF 206		1497	3566	2069		Privé	
25	TF 2043		8717	10711	1994		Privé	
26	TF 549		10167	11515	1348		Etat du Sénégal	
27	TF 901		5234	2748		2486	Privé	
28	TF 901		3582	2598		984	Privé	
29	TF 10754		825	652		173	Etat du Sénégal	
30	SOSEBAT morcellement du TF 546 en cours		1067	1136	69		Etat du Sénégal	
31	TF 11676		332	354	22		Etat du Sénégal	
32	GTM morcellement du TF 546 en cours		695	692		3	Etat du Sénégal	
33	TF 11041		216	196		20	Etat du Sénégal	
34	TF 11042		1885	1228		657	Etat du Sénégal	

## Nouveaux titres impactés

## Dakar - Plateau

ID	TF	Lot	Superficie impactée (m²)	Propriétaires	Observations
1 .....	6969/DK .....		24 .....	Etat du Sénégal .....	
2 .....	5236/DK .....		120 .....	Etat du Sénégal .....	
3 .....	1671/DK .....		696 .....	Etat du Sénégal .....	
4 .....	3302/DK .....		128 .....	Etat du Sénégal .....	
5 .....	2966/DK .....		396 .....	Etat du Sénégal .....	
6 .....	3682/DK .....		764 .....	Etat du Sénégal .....	

## Grand - Dakar

ID	TF (DG)	TF (GR)	N° Lot	Superficie impactée (m²)	Propriétaires	Observations
1 .....		16431 .....		1953 .....	Société Transmed .....	
					SENEGAL SA .....	
2 .....	5631 .....	16789 .....		293 .....	Etat du Sénégal .....	
3 .....	3007 .....	11322 .....		108 .....	Etat du Sénégal .....	
4 .....	9120 .....	8079 .....		2247 .....	Etat Français .....	
5 .....	19524 .....	12753 .....		538 .....	Etat du Sénégal .....	
6 .....	11439 .....	6942 .....		31 .....		
7 .....	18404 .....	12805 .....		134 .....	Etat du Sénégal .....	
10 .....	6656 .....	12551 .....		893 .....	CONSORTIUM .....	
					D'ENTREPRISE .....	
11 .....	19591 .....	10286 .....		257 .....	SOCIETE .....	
					« CONSORTIUM .....	
					D'ENTREPRISE » .....	
12 .....	6735 .....	16849 .....		126 .....	OMAR AREZKI .....	
					« Commerçant né .....	
					Beyrouth (Liban) .....	
					le 1 <sup>er</sup> octobre 1930» .....	
13 .....	11841 .....	11177 .....		1207 .....	LIBYA OIL .....	
					SENEGAL SA .....	
					(OILIBYA .....	
14 .....	1326 .....			26681 .....		
15 .....		19011 .....		400 .....		
16 .....		15508 .....		1711 .....	Etat du Sénégal .....	
17 .....	3031 .....	10988 .....		1953 .....		
18 .....	6656 .....	12551 .....		893 .....		



## Pikine

ID	TF	LOT	Propriétaires	Superficie impactée (m²)	Observations
1	508/DP		Atoine Henry LACHEZE ET CONSORTS	42	
2	12617/DP	255B	Etat du Sénégal	31	Bail Astou MBAYE
3	17930/DP	251	Etat du Sénégal	150	Bail Fatou NDIAYE
4	460/DP		Etat du Sénégal	130	
5	2794/DP		Régie des chemins de fer du Sénégal	90	
6	79/DP		Abdel Malick BENNANI ET CONSORTS	296	
7	208/DP		Héritiers de Nehma THOUMAS	220	
8	483/DP		CBAO	596	
9	3426/DP		Allé MBENGUE	80	
10	7389/DP		Mamadou DIEYE	82	
11	435/DP		Amadou SY	479	
12	12172/DP		Communauté Musulmane de Thiaroye GARE	1173	
13	1418/DP		Daouada MBENGUE	603	
14	2714/DP		Khadidiatou FALL	78	
15	2736/DP		Amar SYLLA	34	
16	2737/DP		Ndiaga SYLLA	36	
17	2738/DP		Amar SYLLA	39	
18	2739/DP		ELTON SA	42	
19	2740/DP		ELTON SA	49	
20	2741/DP		ELTON SA	125	
21	2749/DP		Association Biblique Lecture Développement	143	
22	2750/DP		Mamadou DIOP	19	
23	2751/DP		Arame DIOP	32	
24	2752/DP		Fatou DIOP	33	
25	2758/DP		ELTON SA	114	
26	2762/DP		Libasse DIAGNE BOYE	508	
27	2763/DP		MBAYE DIOP	508	
28	2764/DP		Mayacine DIOP	508	
29	2765/DP		Ndiaga SYLLA	508	
30	1442/DP		Etat du Sénégal	40	
31	12927/DP		HOLDING BAOBAB SA	10269	
32	12929/DP		HOLDING BAOBAB SA	1165	
33	19407/DP		Etat du Sénégal	8	Cession droit au bail Cheikh DIENG
34	13178/DP		Etat du Sénégal	249	SOREMADI
35	899/R			606	Dépendant de la Conservation de Rufisque
36	24/DP		Famille HILAL	1288	Emprises Route de Cambérène

## Pikine

ID	TF	LOT	Propriétaires	Superficie impactée (m²)	Observations
37	9947/DP		SCI KEUR YARAKH	434	
38	4277/DP			400	Dépendant de la Conservation de Grand Dakar
39	16257/DP	72	Etat du Sénégal	137	Bail Marie Marième FALL
40	16289/DP	73	Etat du Sénégal	137	Bail Coura NDIAYE
41	16266/DP	84	Etat du Sénégal	87	Bail Khady CISS DIOUF
42	16293/DP	85	Etat du Sénégal	86	Bail Khady GNINGUE
43	16275/DP	86	Etat du Sénégal	86	Bail Maïmouna GUEYE
44	16249/DP	87	Etat du Sénégal	90	Bail Khadime DIA
45	16294/DP	89	Etat du Sénégal	100	Bail Maguette BA
46	16295/DP	90	Etat du Sénégal	136	Bail Fatou Diagne MBENGUE
47	16276/DP	91	Etat du Sénégal	14	Bail Aïda DIALLO

ID	TF	Lot	Superficie Totale (m²)	Superficie impactée (m²)	Propriétaires	Observations
48	10392/DP	35	530	85	Etat du Sénégal	
49	10392/DP			51681	Etat du Sénégal	Emprises voies ferrées
50	10128/DP	18	157	2	Etat du Sénégal	
51	10128/DP	20	110	4	Etat du Sénégal	
52	10128/DP	21	244	18	Etat du Sénégal	
53	10128/DP	23	203	20	Etat du Sénégal	
54	147/DP		739	104	Etat du Sénégal	Bail Mamadou SECK/ Vente de 739m² au profit de Mamadou Amirou DIALLO
55	147/DP	98	173	27	Etat du Sénégal	Zone irrégulière Mbao Flamboyant
56	147/DP		2478	167	Etat du Sénégal	Mairie MBAO
57			2500	88	Etat du Sénégal	Bail Mamadou Samba DIA (occupant recensé CRISTAL SAS)
58			2000	15	Etat du Sénégal	Bail TADEX (partie) occupant recensé CRISTAL SAS
59	353/DP		2000	72	Etat du Sénégal	Occupant recensé CRISTAL SAS
60			2000	16	Etat du Sénégal	Bail TADEX (partie) (occupant recensé Serigne MBOW)
61			1163	8	Etat du Sénégal	Bail Arona TINE (occupant recensé Serigne MBOW)
62			1406	8	Etat du Sénégal	Badara DIENG (occupant recensé Serigne MBOW)
63			1100	19	Etat du Sénégal	Occupant recensé Arona TINE

ID	TF	Lot	Superficie Totale (m²)	Superficie impactée (m²)	Propriétaires	Observations
64 .....	353/DP	..... 203 .....	..... 150 .....	..... 27 .....	Etat du Sénégal .....	Lotissement administratif .....
65 .....		..... 204 .....	..... 150 .....	..... 150 .....	Etat du Sénégal .....	Lotissement administratif .....
66 .....		..... 205 .....	..... 150 .....	..... 150 .....	Etat du Sénégal .....	Lotissement administratif .....
67 .....		..... 206 .....	..... 150 .....	..... 142 .....	Etat du Sénégal .....	Lotissement administratif .....
68 .....		..... 207 .....	..... 150 .....	..... 148 .....	Etat du Sénégal .....	Bail Souleymane SOW .....
69 .....		..... 208 .....	..... 150 .....	..... 137 .....	Etat du Sénégal .....	Lotissement administratif .....
70 .....		..... 209 .....	..... 150 .....	..... 140 .....	Etat du Sénégal .....	Lotissement administratif .....
71 .....		..... 337 .....	..... 150 .....	..... 11 .....	Etat du Sénégal .....	Lotissement administratif .....
72 .....		..... 350 .....	..... 290 .....	..... 290 .....	Etat du Sénégal .....	Lotissement administratif .....
73 .....		..... 351 .....	..... 172 .....	..... 172 .....	Etat du Sénégal .....	Lotissement administratif .....
74 .....		..... 361 .....	..... 150 .....	..... 150 .....	Etat du Sénégal .....	Lotissement administratif .....
75 .....		..... 362 .....	..... 151 .....	..... 151 .....	Etat du Sénégal .....	Lotissement administratif .....
76 .....		..... 363 .....	..... 152 .....	..... 152 .....	Etat du Sénégal .....	Lotissement administratif .....
77 .....		..... 377 .....	..... 150 .....	..... 19 .....	Etat du Sénégal .....	Lotissement administratif .....
78 .....		..... 378 .....	..... 150 .....	..... 2 .....	Etat du Sénégal .....	Lotissement administratif .....
79 .....		..... 455 .....	..... 150 .....	..... 31 .....	Etat du Sénégal .....	Lotissement administratif .....
80 .....		..... 352 .....	..... 154 .....	..... 5 .....	Etat du Sénégal .....	Lotissement administratif .....
81 .....		..... 353 .....	..... 153 .....	..... 2 .....	Etat du Sénégal .....	Lotissement administratif .....
82 .....		..... 446 .....	..... 150 .....	..... 4 .....	Etat du Sénégal .....	Lotissement administratif .....
83 .....		..... 447 .....	..... 150 .....	..... 1 .....	Etat du Sénégal .....	Lotissement administratif .....
84 .....		..... 449 .....	..... 150 .....	..... 2 .....	Etat du Sénégal .....	Lotissement administratif .....
85 .....		..... 450 .....	..... 150 .....	..... 4 .....	Etat du Sénégal .....	Lotissement administratif .....
86 .....		..... 451 .....	..... 162 .....	..... 4 .....	Etat du Sénégal .....	Lotissement administratif .....
87 .....		Emprises voies de Fass Mbao .....		11054 .....	Etat du Sénégal .....	
.....		Total .....		12948 .....		
88 .....	50/DP	..... 2263 .....	..... 222 .....	..... 86 .....	Etat du Sénégal .....	PO N° 42467 du 21/03/2003 attributaire Kalidou NDIAYE .....
89 .....		..... 2265 .....	..... 275 .....	..... 128 .....	Etat du Sénégal .....	PO N° 16759 du 17/06/1985 attributaire Khady DEME .....
90 .....		..... 2267 .....	..... 288 .....	..... 146 .....	Etat du Sénégal .....	PO N° 15819 du 27/02/1984 attributaire Fatou GUEYE .....
91 .....		..... 2269 .....	..... 360 .....	..... 194 .....	Etat du Sénégal .....	Ticket et sans nom .....
92 .....		..... 2270 .....	..... 370 .....	..... 203 .....	Etat du Sénégal .....	PO N° 20860 du 25/01/1995 Alassane SAMBA .....
93 .....		..... 3510 .....	..... 209 .....	..... 205 .....	Etat du Sénégal .....	PO N° 21224 du 08/08/1959 attributaire Malick Serigne DIOP .....
94 .....		..... 3512 .....	..... 208 .....	..... 200 .....	Etat du Sénégal .....	PO N° 20606 du 15/01/1959 attributaire EL Hadji HANE .....
95 .....		..... 3514 .....	..... 213 .....	..... 210 .....	Etat du Sénégal .....	PO N° 20580 du 09/01/1959 attributaire Malamine DIOP .....
96 .....		..... 3516 .....	..... 207 .....	..... 205 .....	Etat du Sénégal .....	PO N° 20376 du 04/11/1958 attributaire Souleye DEME .....
97 .....		..... 3518 .....	..... 197 .....	..... 196 .....	Etat du Sénégal .....	PO N° 11/DID du 16/04/1970 attributaire Alioune FALL .....
98 .....		..... 3520 .....	..... 206 .....	..... 205 .....	Etat du Sénégal .....	PO N° 8428 du 19/02/1979 attributaire Frédéric SOW .....
99 .....		..... 3522 .....	..... 198 .....	..... 195 .....	Etat du Sénégal .....	PO N° 30228 du 15/01/1991 attributaire Mamadou ANNE&

ID	TF	Lot	Superficie Totale (m²)	Superficie impactée (m²)	Propriétaires	Observations
100	50/DP	Lot 15	148	22	Etat du Sénégal	Coopérative Association pour la promotion de la femme
101		Lot 16	185	185	Etat du Sénégal	Bail Salimata SANOGO
102		Lot 17	160	160	Etat du Sénégal	Coopérative Association pour la promotion de la femme
103		Lot 18	150	9	Etat du Sénégal	Coopérative Association pour la promotion de la femme
104		Lot 19	153	153	Etat du Sénégal	Coopérative Association pour la promotion de la femme
105		Lot 20	150	7	Etat du Sénégal	Coopérative Association pour la promotion de la femme
106		Lot 22	300	189	Etat du Sénégal	Coopérative Association pour la promotion de la femme
107		Lot 284	150	147	Etat du Sénégal	Bail Oumar SALL/Sinistés Dalifort
108		Lot 355	155	72	Etat du Sénégal	Bail Aida CISSE SECK/ Sinistés Dalifort
109		Lot 356	155	75	Etat du Sénégal	Bail Waly Hamady GUEYE/ Sinistés Dalifort
110		Lot 357	155	155	Etat du Sénégal	Bail El Hadi NDIAYE/ Sinistés Dalifort
111		Lot 358	154	154	Etat du Sénégal	Bail Moustapha DIAKHATE/ Sinistés Dalifort
112		Lot 217	150	32	Etat du Sénégal	Bail Mamadou NDOYE/ Sinistés Dalifort
113		Lot 215	150	4	Etat du Sénégal	Bail Fatou Diaba NDOYE/ Sinistés Dalifort
114		Lot 216	150	31	Etat du Sénégal	Bail Fallé BA/ Sinistés Dalifort
115		Lot 213	150	28	Etat du Sénégal	Bail Alioune NDIAYE/Sinistés Dalifort
116		Lot 203	150	130	Etat du Sénégal	Bail Moussa NIANG/Sinistés Dalifort
117		Lot 202	150	28	Etat du Sénégal	Bail Aminata KEBE/ Sinistés Dalifort
118		Lot 201	150	27	Etat du Sénégal	Bail Yacine NIANG/ Sinistés Dalifort
119		Lot 250	150	45	Etat du Sénégal	Bail Abdourahmane NDIAYE/ Sinistés Dalifort
120		Lot 218	291	49	Etat du Sénégal	Bail Fallé BA/ Sinistés Dalifort
121		Lot 249/B	150	80	Etat du Sénégal	Bail Mamadane GAYE/Sinistés Dalifort
122		Lot 252/B	150	85	Etat du Sénégal	Bail Papa LOUM/ Sinistés Dalifort
123		Lot 123	263	36	Etat du Sénégal	Bail Amsata LO/Coopérative des agents de la Présidence
124		SERAS	34865	9339	Etat du Sénégal	SERAS Pikine
125		lots 40 et 41	37167	1688	Etat du Sénégal	Lotissement Baux maraichers
126		lots		48126	Etat du Sénégal	Zones irrégulières Police Thiaroye
127		lots		55025	Etat du Sénégal	Zones irrégulières Pikine EST
128		lots		1885	Etat du Sénégal	Zones irrégulières Darou Salam Dalifort
129		lots		4121	Etat du Sénégal	Zones irrégulières Marché Thiaroye

ID	TF	Lot	Superficie Totale (m²)	Superficie impactée (m²)	Propriétaires	Observations
130	352/DP	1	153	153	Etat du Sénégal	Bail Demba DIONE Coopéra- tive SUDES
131		2	145	145	Etat du Sénégal	Bail Oumy GUEYE, Coopéra- tive SUDES
132		3	153	69	Etat du Sénégal	Bail Djibril DIALLO, Coopéra- tive SUDES
133		4	153	75	Etat du Sénégal	Bail Abdou TOURE, Coopéra- tive SUDES
134		15	160	160	Etat du Sénégal	Bail Maguette NIANG, Coopé- rative SUDES
135		16	156	156	Etat du Sénégal	Bail Papa SECK, Coopérative SUDES
136		17	150	48	Etat du Sénégal	Bail Sokhna DIA, Coopérative SUDES
137		18	150	50	Etat du Sénégal	Bail Abdoulaye MBAYE, Coopérative SUDES
138		29	147	147	Etat du Sénégal	Bail Fatou MBAYE, Coopéra- tive SUDES
139		30	149	39	Etat du Sénégal	Bail Mamadou KASSE, Coopérative SUDES
140		33	157	130	Etat du Sénégal	Bail Ndèye Marième NDIAYE, Coopérative SUDES
141		35	156	129	Etat du Sénégal	Bail Ousmane DEME, Coopéra- tive SUDES
142		37	155	128	Etat du Sénégal	Bail Fallou DIOP, Coopérative SUDES
143		39	154	129	Etat du Sénégal	Bail Assanatou SYLLA, Coopérative SUDES
144		41	153	128	Etat du Sénégal	Bail Marième Nicole Joséphine DIOUF Coopérative SUDES
145		43	152	126	Etat du Sénégal	Bail Dieynaba SAMB Coopérative SUDES
146		45	140	36	Etat du Sénégal	Bail Zaniane Adama DIAGNE Coopérative SUDES
147		46	140	140	Etat du Sénégal	Bail Victor TENDENG, Coopérative SUDES
148		2	187	38	Etat du Sénégal	Coopérative NESTLE
149		4	184	34	Etat du Sénégal	Bail Cheikh Tidiane SAMBE Coopérative NESTLE
150		6	182	33	Etat du Sénégal	Bail Oumar GUEYE Coopérative NESTLE
151		8	182	32	Etat du Sénégal	Bail Ismaïla NDIAYE Coopéra- tive NESTLE
152		10	182	30	Etat du Sénégal	Coopérative NESTLE
153		12	182	29	Etat du Sénégal	Coopérative NESTLE
154		83	158	131	Etat du Sénégal	Bail Bineta NGOM, secrétaires des communes
155		88	145	99	Etat du Sénégal	Bail Omar DIATTA Secrétaires des communes
156		6	200	2	Etat du Sénégal	Parcelles mixtes
157		7	200	5	Etat du Sénégal	Parcelles mixtes
158		8	200	10	Etat du Sénégal	Parcelles mixtes
159		9	224	16	Etat du Sénégal	Parcelles mixtes

ID	TF	Lot	Superficie Totale (m²)	Superficie impactée (m²)	Propriétaires	Observations
160	352/DP	10	342	7	Etat du Sénégal	Parcelles mixtes
161		169	185	4	Etat du Sénégal	Parcelles mixtes
162		181	226	6	Etat du Sénégal	Parcelles mixtes
163		182	225	7	Etat du Sénégal	Parcelles mixtes
164		170	232	8	Etat du Sénégal	Parcelles mixtes
165		171	150	6	Etat du Sénégal	Parcelles mixtes
166		172	150	6	Etat du Sénégal	Parcelles mixtes
167		173	150	7	Etat du Sénégal	Parcelles mixtes
168		174	150	7	Etat du Sénégal	Parcelles mixtes
169		175	150	6	Etat du Sénégal	Parcelles mixtes
170		ZA7	657	66	Etat du Sénégal	Parcelles mixtes
171		Verges	21814	3191	Etat du Sénégal	Zac Mbao
172		lots		3396	Etat du Sénégal	Holding Baobab
173		Emprises voies		9769	Etat du Sénégal	Emprises voies entrée Zac Mbao
174		Emprises voies		21735	Etat du Sénégal	Emprises voies ferrées

## Rufisque

ID	TF	Lot	Superficie impactée (m²)	Propriétaires	Observations
1	159/R		1613	Privé	
2	173/R		19	Privé	
3	359/R		1015	Privé	
4	1459/R		8252	Privé	
5	1675/R		22	Privé	
6	651/R		7941	Privé	
7	2406/R		16	Privé	
8	1460/R		19118	Privé	
9	261/R		4905	Privé	
10	845/R		1164	Privé	
11	437/R		1311	Privé	
12	13779/R		14428	Etat du Sénégal	
13	Req 340		228	Etat du Sénégal	
14	288		774	Privé	
15		536	216	Privé	
		537	202	Privé	
		538	14	Privé	
		539	244	Privé	
		540	22	Privé	
		541	233	Privé	
		543	208	Privé	
		545	203	Privé	
		547	196	Privé	
		550	271	Privé	
		557	213	Privé	



ID	TF	Lot	Superficie impactée (m²)	Propriétaires	Observations
.....	.....	558 .....	182 .....	Privé .....	.....
.....	.....	567 .....	125 .....	Privé .....	.....
.....	.....	568 .....	87 .....	Privé .....	.....
.....	.....	579 .....	30 .....	Privé .....	.....
.....	.....	580 .....	2 .....	Privé .....	.....
.....	.....	805 .....	5 .....	Privé .....	.....
.....	.....	806 .....	16 .....	Privé .....	.....
.....	.....	815 .....	24 .....	Privé .....	.....
.....	.....	816 .....	33 .....	Privé .....	.....
.....	.....	823 .....	26 .....	Privé .....	.....
.....	.....	825 .....	2364 .....	Privé .....	.....
.....	.....	827 .....	22 .....	Privé .....	.....
.....	.....	829 .....	20 .....	Privé .....	.....
.....	.....	831 .....	18 .....	Privé .....	.....
.....	.....	833 .....	16 .....	Privé .....	.....
.....	.....	835 .....	14 .....	Privé .....	.....
.....	.....	836 .....	13 .....	Privé .....	.....
.....	.....	838 .....	15 .....	Privé .....	.....
.....	.....	841 .....	7 .....	Privé .....	.....
.....	.....	843 .....	4 .....	Privé .....	.....
.....	.....	845 .....	1 .....	Privé .....	.....
16 .....	8456/R .....	.....	9025 .....	Etat du Sénégal .....	.....

Art. 2. - Sont exclus des immeubles nécessaires à la réalisation du projet de TER, les titres fonciers privés et les droits réels immobiliers mentionnés dans les tableaux suivants dont la cessibilité ou le retrait pour cause d'utilité publique ont été prononcés par le décret n° 2016-2063 du 30 décembre 2016.

Est autorisée, en conséquence, la radiation de la mention d'indisponibilité inscrite sur les titres fonciers concernés.

#### Dakar - Plateau

ID	TF	LOT	Propriétaires	Superficie (m²)	Observations
				Décret 2016-2063	
1 .....	6771/DK .....	.....	Sofina total FINA ELF .....	277 .....	.....
2 .....	6074/DK .....	.....	Société dénommée SEMPORT SA .....	446 .....	.....

#### Dakar - Plateau

ID	TF (DG)	TF (GR)	N° Lot	Propriétaires	Superficie (m²)	Observations
					Décret 2016-2063	
1 .....	3085 .....	10954 .....	.....	Etat du Sénégal .....	5016 .....	.....
2 .....	14252 .....	11820 .....	.....	SOSENAP .....	295 .....	.....
4 .....	27124 .....	1764 .....	.....	SAI APPROVISION .....	58 .....	.....
5 .....	10011 .....	6465 .....	.....	Omar AREZZI .....	5627 .....	.....
6 .....	4073 .....	10160 .....	.....	Etat du Sénégal .....	307 .....	.....
7 .....	13774 .....	166 .....	.....	Etat du Sénégal .....	221 .....	.....

## Pikine

ID	TF	Lot	Propriétaires	Superficie (m²) Décret 2016-2063	Observations
1	1956/DP	-	Etat du Sénégal	1083	-
2	1463/DP	-	Etat du Sénégal	8	-
3	8/DP	-	Maserigne dit Mamadou DIAGNE	168	-
4	2155/DP	-	Modou GUEYE	298	-
5	2130/DP	-	Etat du Sénégal	240	-
6	4641/DP	-	Boumouye Demba Lavo NDIAYE	211	-
7	2126/DP	-	Assane SECK	180	-
8	2491/DP	-	Dame DIOP	40	-
9	417/DP	-	Modou FALL	1151	-
10	12283/DP	-	Association démarcation du Sénégal	256	-
11	451/DP	-	SOCIETE « les deux frères DIEW »	430	-
12	1953/DP	-	Mandiaye DIONGUE	140	-
13	98/DP	-	Etat du Sénégal	1949	-
14	1994/DP	-	GIE Centre commercial du marché Thiaroye	125	-
15	1995/DP	-	Etat Français	371	-
16	409/DP	-	Etat du Sénégal	318	-
17	1840/DP	-	Etat du Sénégal	531	-
18	408/DP	-	Etat du Sénégal	3187	-
19	18680/DP	-	Etat du Sénégal	74	-
20	2720/DP	-	Société Coopérative des Castors de Mbao-Gare	27	-
21	2721/DP	-	Ababacar DIOUF	8	-
22	2723/DP	-	ESSE Impôt-Export SARL	93	-
23	2724/DP	-	Abdoulaye DIOP	282	-
24	12134/DP	-	Etat du Sénégal	492	-
25	9956/DP	-	Société HENAN CHINE	23	-

## Rufisque

ID	TF	Lot	Propriétaires	Superficie (m <sup>2</sup> ) Décret 2016-2063	Observations
1	236		Privé	474	
2	240		Etat du Sénégal	138	
3	423		Etat du Sénégal	1174	
4	2963		Privé	832	
5	613		Privé	34	
6	544		Etat du Sénégal	546	
7	4854		Privé	14253	
8	3015		Privé	997	
9	2337		Privé	272	
10	2363		Privé	16	
11	466		Privé	20937	
12	2010		Etat du Sénégal	87	
13	2576		Etat du Sénégal	1027	
14	2802		Etat du Sénégal	1186	
15	556		Privé	370	
16	466		Privé	233	
17	617		Privé	820	
18	638		Privé	365	
19	853		Privé	400	
20	704		Privé	17	
21	713		Privé	600	
22	930		Privé	115	
23	422		Privé	17331	
24	435		Privé	4835	
25	506		Privé	174	
26	1469		Privé	176	
27	1703		Privé	506	
28	32		Privé	598	
29	1880		Privé	246	
30	1880		Privé	34	
31	1921		Privé	486	
32	1935		Privé	560	
33	1976		Privé	446	
34	1979		Privé	593	
35	2009		Privé	216	
36	1800		Privé	294	
37	3483		Privé	1096	
38	1720		Privé	30	
39	1898		Privé	105	
40	2358		Privé	329	
41	1345		Privé	154	
42	844		Privé	198	
43	260		Privé	13145	

Art. 3. - Est prononcée, en application des dispositions des articles 36 et suivants du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964, portant application de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relative au Domaine national, la désaffectation des terrains du Domaine national nouvellement compris dans l'assiette du projet.

Art. 4. - Est prescrite, l'immatriculation au nom de l'Etat du Sénégal des terrains compris dans l'assiette du projet dépendant du Domaine national, dans les formes et les conditions prévues au titre II du décret n° 64-573 précité, notamment en ses articles 29 et suivants.

Art. 5. - Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan, le Ministre des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République du Sénégal.

Fait à Dakar, le 05 décembre 2018.

Macky SALL

Le Président de la République :

*Le Premier Ministre,*  
Mahammed Boun Abdallah DIONNE

## **MINISTERE DE LA GOUVERNANCE TERRITORIALE, DU DEVELOPPEMENT ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

### **Décret n° 2018-1299 du 16 juillet 2018 portant statut particulier du cadre des fonctionnaires de la Culture des Collectivités territoriales**

#### **RAPPORT DE PRESENTATION**

La loi n° 2011-08 relative au statut général des fonctionnaires des collectivités locales prévoit, en son article 2, que le décret qui porte organisation d'un cadre de fonctionnaires des Collectivités territoriales constitue le statut particulier de ce cadre. Le présent projet de décret portant statut particulier du cadre des fonctionnaires de la Culture des Collectivités territoriales est pris en application des dispositions de l'article susvisé.

Les services publics de la culture étant nécessaires à l'administration des Collectivités territoriales, il importe de les doter d'un tel cadre de fonctionnaires pour leur fonctionnement.

Pour chacun de ces corps, il est prévu, outre la vocation, les conditions de recrutement, d'avancement et de carrière. Le présent projet de décret comporte six chapitres organisés en sections et déclinés comme suit :

- \* le chapitre premier traite des dispositions générales ;
  - \* le chapitre II est relatif au corps des conseillers aux affaires culturelles, hiérarchie A ;
  - \* le chapitre II traite du corps des conservateurs de musée, hiérarchie A ;
  - \* le chapitre III est relatif au corps des animateurs culturels, hiérarchie B ;
  - \* le chapitre IV concerne le corps des techniciens de musée, hiérarchie B ;
  - \* le chapitre V concerne le corps des gardiens de musée, hiérarchie D ;
  - \* le chapitre VI prévoit les dispositions transitoires et finales.
- Telle est l'économie du présent projet de décret.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU la Constitution ;

VU la loi n° 2011-08 du 30 mars 2011 portant statut général des fonctionnaires des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2013-10 du 28 décembre 2013 portant Code général des Collectivités territoriales, modifiée ;

VU le décret n° 80-717 du 14 juillet 1980 portant statut particulier du cadre des fonctionnaires de la culture ;

VU le décret n° 92-1196 du 19 août 1992 relatif au classement et aux indices correspondant au grade ou classe et échelon des corps de fonctionnaires de la Fonction publique ;

VU le décret n° 2011-659 du 1<sup>er</sup> juin 2011 fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement du Conseil supérieur de la fonction publique locale, modifié par le décret n° 2017-1184 du 06 juin 2017 ;

VU le décret n° 2017-1531 du 06 septembre 2017 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n° 2017-1533 du 07 septembre 2017 fixant la composition du Gouvernement ;

VU le décret n° 2017-1546 du 08 septembre 2017 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des Etablissements publics, des Sociétés nationales et des Sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères, modifié par le décret n° 2018-683 du 27 mars 2018 ;

VU le décret n° 2017-1583 du 13 septembre 2017 relatif aux attributions du Ministre de la Gouvernance territoriale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire ;

VU l'Avis du Conseil supérieur de la Fonction publique locale en sa séance du 15 mars 2018 ;

SUR le rapport du Ministre de la Gouvernance territoriale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire ,

DECRETE :

Chapitre premier. - *Dispositions générales*

Article premier.- Le cadre des fonctionnaires de la Culture des Collectivités territoriales est composé de cinq (5) corps.

Le statut particulier de ce cadre est déterminé par les dispositions du présent décret.

Art. 2. - Les cinq (5) corps du cadre des fonctionnaires de la Culture des Collectivités territoriales, la hiérarchie à laquelle chacun d'eux est rattaché, les modalités de leur recrutement, leur échelle indiciaire, sont déterminés conformément au tableau suivant :

Appellation des corps	Hiérarchie	Recrutement	Echelle Indiciaire
Conseillers aux Affaires culturelles	A2	Diplôme de conseiller de l'action culturelle de l'Institut culturel africain (I.C.A.) de Lomé ou tout autre diplôme de la spécialité admis en équivalence	1715-3600
Conservateur de musée	A2	Diplôme de l'école du Louvre de Paris de musée (licence ès-lettres plus deux ans de formation au moins) ou tout autre diplôme de la spécialité admis en équivalence	1715-3600
Animateurs culturels	Bl	Diplôme d'animateur culturel de l'Institut Culturel Africain (I.C.A.) de Lomé Diplôme d'animateur culturel de l'ex-institut national Diplôme d'animateur culturel du Conservatoire de Danse et d'Art dramatique ou tout autre diplôme de la spécialité admis en équivalence	1568-3124
Techniciens de musée	B3	Préservation du Patrimoine culturel et naturel de JOS, Nigéria (baccalauréat plus un an de formation au moins) ou tout autre diplôme de la spécialité admis en équivalence	1298-2467
Gardiens de musée	D3	Certificat d'études primaires élémentaires	776-1092

Art. 3. - Les effectifs des fonctionnaires devant composer chacune des classes des cinq (5) corps du cadre des fonctionnaires de la Culture des Collectivités territoriales sont fixés, chaque année, par arrêté conjoint du Ministre chargé de la Culture, du Ministre chargé des Finances, du Ministre chargé de la Fonction publique, du Ministre chargé des Collectivités territoriales sur proposition des Exécutifs locaux.

Art. 4. - A l'intérieur de chaque corps et sous réserve des décisions individuelles de nomination ou d'affectation qui peuvent déroger exceptionnellement à cette règle, la subordination est établie de grade à grade ou de classe à classe. Dans chaque classe, elle est établie d'échelon à échelon et dans chaque échelon, elle résulte de l'ancienneté.

Chapitre II. - *Corps des conseillers aux affaires culturelles*

Section première.- *Dispositions générales*

Art. 5. - Les conseillers aux affaires culturelles des Collectivités territoriales ont vocation à exercer des fonctions de direction, de conception ou de conseil dans les services locaux à vocation culturelle au niveau des Collectivités territoriales.

Art. 6.- La carrière des fonctionnaires des Collectivités territoriales appartenant au corps des conseillers aux affaires culturelles comporte cinq (5) classes et huit (8) échelons conformément aux dispositions du décret n° 92-1196 du 19 août 1992 relatif au classement et aux indices correspondant au grade ou classe et échelon des corps de fonctionnaires de la Fonction publique.

Les grades ou classes et échelons ainsi que l'échelle indiciaire du corps sont déterminés conformément au tableau suivant :

Grades ou classes et échelons	Echelle indiciaire
Conseiller aux affaires culturelles principal de classe exceptionnelle	3600
Conseiller aux affaires culturelles principal de 1 <sup>ère</sup> classe :	
2 <sup>e</sup> échelon	3451
1 <sup>er</sup> échelon	3317
Conseiller aux affaires culturelles principal de 1 <sup>ère</sup> classe :	
2 <sup>e</sup> échelon	3040
1 <sup>er</sup> échelon	2801
Conseiller aux affaires culturelles de 3 <sup>e</sup> classe :	
2 <sup>e</sup> échelon	2667
1 <sup>er</sup> échelon	2406
Conseiller aux affaires culturelles de 4 <sup>e</sup> classe :	
2 <sup>e</sup> échelon	2095
1 <sup>er</sup> échelon	1715
Conseiller aux affaires culturelles stagiaire	1715

#### Section 2.- Recrutement

Art. 6. - Les conseillers aux affaires culturelles des Collectivités territoriales sont recrutés par voie de concours parmi les candidats titulaires du diplôme de conseiller de l'action culturelle de l'Institut culturel africain (I.C.A.) de Lomé ou de tout autre diplôme de la spécialité admis en équivalence.

#### Section 3.- Avancement

Art. 7. - L'avancement de grade ou de classe a lieu au choix par inscription à un tableau d'avancement établi conformément aux dispositions du statut général des fonctionnaires des collectivités locales.

*Peuvent être promus :*

- conseiller aux affaires culturelles de 3<sup>e</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, les conseillers aux affaires culturelles de 4<sup>e</sup> classe qui comptent deux (2) ans de services au 2<sup>e</sup> échelon et quatre (4) ans au minimum de services effectifs dans le corps ;

- conseiller aux affaires culturelles principal de 2<sup>e</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, les conseillers aux affaires culturelles de 1<sup>ère</sup> classe qui comptent deux (2) ans de services au 2<sup>e</sup> échelon et huit (8) ans au minimum de services effectifs dans le corps ;

- conseiller aux affaires culturelles principal de 1<sup>ère</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, les conseillers aux affaires culturelles principaux de 2<sup>e</sup> classe qui comptent trois (3) ans de services au 2<sup>e</sup> échelon et quatorze (14) ans au minimum de services effectifs dans le corps ;

- conseiller aux affaires culturelles principal de classe exceptionnelle, les conseillers aux affaires culturelles principaux de 1<sup>ère</sup> classe qui comptent trois (3) ans de services au 2<sup>e</sup> échelon et seize (16) ans au minimum de services effectifs dans le corps.

Art. 8. - L'avancement d'échelon est fonction de l'ancienneté. Le temps à passer dans chaque échelon est fixé à deux (2) ans sauf en ce qui concerne les échelons du grade de conseiller aux affaires culturelles de 2<sup>e</sup> classe et les échelons du grade de conseiller aux affaires culturelles principal de 1<sup>ère</sup> classe où il est de trois (3) ans.

#### Chapitre III.- Corps des conservateurs de musée

##### Section première.- Dispositions générales

Art. 9.- Les conservateurs de musée des Collectivités territoriales ont pour vocation la protection à tout point de vue des objets contenus dans leur musée. En outre, ils sont chargés de la promotion de ces établissements par l'organisation d'expositions à des fins pédagogiques, didactiques et culturelles.

Art. 10. - La carrière des fonctionnaires des Collectivités territoriales appartenant au corps des conservateurs de musée comporte cinq (5) classes et huit (8) échelons conformément aux dispositions du décret n° 92-1196 du 19 août 1992 relatif au classement et aux indices correspondant au grade ou classe et échelon des corps de fonctionnaires de la Fonction publique.

Les grades, classes et échelons, l'échelle indiciaire du corps sont déterminés par le tableau suivant :

Grades ou classes et échelons	Echelle indiciaire
Conservateur de musée principal de classe exceptionnelle	3600
Conservateur de musée principal de 1 <sup>ère</sup> classe :	
2 <sup>e</sup> échelon	3451
1 <sup>er</sup> échelon	3317



Grades ou classes et échelons	Echelle indiciaire
Conservateur de musée principal de 2 <sup>e</sup> classe :	
2 <sup>e</sup> échelon	3040
1 <sup>er</sup> échelon	2801
Conservateur de musée de 3 <sup>e</sup> classe :	
2 <sup>e</sup> échelon	2667
1 <sup>er</sup> échelon	2406
Conservateur de musée de 4 <sup>e</sup> classe :	
2 <sup>e</sup> échelon	2097
1 <sup>er</sup> échelon	1715
Conservateur de musée stagiaire	1715

### Section 2. - Recrutement

Art. 11. - Les conservateurs de musée des Collectivités territoriales sont recrutés parmi les candidats titulaires du diplôme de l'Ecole du Louvre de Paris ou de tout autre diplôme de la spécialité admis en équivalence.

### Section 3. - Avancement

Art. 12. - L'avancement de grade ou de classe a lieu au choix par inscription à un tableau d'avancement établi conformément aux dispositions du statut général des fonctionnaires des collectivités locales.

*Peuvent être promus :*

- conservateur de musée de 3<sup>e</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, les conservateurs de musée de 4<sup>e</sup> classe qui comptent deux (2) ans de services au 2<sup>e</sup> échelon et quatre (4) ans au minimum de services effectifs dans le corps ;

- conservateur de musée principal de 2<sup>e</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, les conservateurs de musée de 1<sup>ère</sup> classe qui comptent deux (2) ans de services au 2<sup>e</sup> échelon et huit (8) ans au minimum de services effectifs dans le corps ;

- conservateur de musée principal de 1<sup>ère</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, les conservateurs de musée de 2<sup>e</sup> classe qui comptent trois (3) ans de services au 2<sup>e</sup> échelon et quatorze (14) ans au minimum de services effectifs dans le corps ;

- conservateur de musée principal de classe exceptionnelle, les conservateurs de musée principaux de 1<sup>ère</sup> classe qui comptent trois (3) ans de services au 2<sup>e</sup> échelon et seize (16) ans au minimum de services effectifs dans le corps.

Art. 13. - L'avancement d'échelon est fonction de l'ancienneté. Le temps à passer dans chaque échelon est fixé à deux (2) ans sauf en ce qui concerne les échelons du grade de conservateur de musée principal de 2<sup>e</sup> classe et les échelons du grade de conservateur de musée principal de 1<sup>ère</sup> classe où il est de trois (3) ans.

## Chapitre IV.- Corps des animateurs culturels

### Section première. - Dispositions générales

Art. 14. - Les animateurs culturels des Collectivités territoriales ont vocation à coordonner, dans les actions de formation culturelle non scolaire, notamment dans les centres culturels africains, les maisons de culture et cercles culturels, les activités conformes au programme général défini par le ministère chargé de la culture.

Ils peuvent également servir dans les administrations locales et auprès de tous les services où leur concours est jugé nécessaire.

Art. 15.- La carrière des fonctionnaires appartenant au corps des animateurs culturels des Collectivités territoriales comporte cinq (5) classes et huit (8) échelons conformément aux dispositions du décret n° 92-1196 du 19 août 1992 relatif au classement et aux indices correspondant au grade ou classe et échelon des corps de fonctionnaires de la Fonction publique.

Les grades ou classes et échelons ainsi que l'échelle indiciaire du corps sont déterminés conformément au tableau suivant :

Grades, classes et échelons	Echelle indiciaire
Animateur culturel principal de classe exceptionnelle	3124
Animateur culturel principal de 1 <sup>ère</sup> classe :	
2 <sup>e</sup> échelon	2921
1 <sup>er</sup> échelon	2712
Animateur culturel principal de 2 <sup>e</sup> classe :	
2 <sup>e</sup> échelon	2491
1 <sup>er</sup> échelon	2356
Animateur culturel principal de 3 <sup>e</sup> classe :	
2 <sup>e</sup> échelon	2200
1 <sup>er</sup> échelon	2010
Animateur culturel principal de 4 <sup>e</sup> classe :	
2 <sup>e</sup> échelon	1825
1 <sup>er</sup> échelon	1568
Animateur culturel stagiaire	1568

Art. 16. - A l'intérieur du corps et sous réserve des décisions individuelles de nomination ou d'affectation qui pourront déroger exceptionnellement à cette règle, la subordination est établie de grade à grade ou classe à classe ; dans chaque classe, elle est établie d'échelon à échelon ; dans chaque échelon, elle résulte de l'ancienneté.

## Section 2.- Recrutement

Art. 17. - Les animateurs culturels des Collectivités territoriales sont recrutés par voie de concours direct ou professionnel :

1°) le concours direct est ouvert aux candidats titulaires de l'un des diplômes cités à l'article 2 du présent décret ou de tout autre diplôme admis en équivalence ;

2°) le concours professionnel est ouvert aux agents fonctionnaires ingénieurs agronomes des Collectivités territoriales et non fonctionnaires des Collectivités territoriales appartenant à la hiérarchie B.

Les candidats au concours professionnel doivent avoir effectué cinq (5) années au moins de services effectifs dans l'administration.

Les programmes et les modalités de ces concours sont fixés par arrêté conjoint du Ministre chargé des Collectivités territoriales et du Ministre chargé de la Fonction publique.

## Section 3.- Avancement

Art. 18.- L'avancement de grade ou de classe a lieu au choix par inscription à un tableau d'avancement établi conformément aux dispositions du statut général des fonctionnaires des collectivités locales.

*Peuvent être promus :*

- animateur culturel de 3<sup>e</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, les animateurs culturels de 4<sup>e</sup> classe qui comptent deux (2) ans de services au 2<sup>e</sup> échelon et quatre (4) ans au minimum de services effectifs dans le corps ;

- animateur culturel principal de 2<sup>e</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, les animateurs culturels de 1<sup>ère</sup> classe qui comptent deux (2) ans de services au 2<sup>e</sup> échelon et huit (8) ans au minimum de services effectifs dans le corps ;

- animateur culturel principal de 1<sup>ère</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, les animateurs culturels de 2<sup>e</sup> classe qui comptent trois (3) ans de services au 2<sup>e</sup> échelon et quatorze (14) ans au minimum de services effectifs dans le corps ;

- animateur culturel principal de classe exceptionnelle, les animateurs culturels principaux de 1<sup>ère</sup> classe qui comptent trois (3) ans de services au 2<sup>e</sup> échelon et seize (16) ans au minimum de services effectifs dans le corps.

Art. 19. - L'avancement d'échelon est fonction de l'ancienneté. Le temps à passer dans chaque échelon est fixé à deux (2) ans sauf en ce qui concerne les échelons du grade de conservateur de musée principal de 2<sup>e</sup> classe et les échelons du grade de conservateur de musée principal de 1<sup>ère</sup> classe où il est de trois (3) ans.

## Chapitre V. - Corps des techniciens de musée

## Section première.- Dispositions générales.

Art. 20.- Les techniciens de musée des Collectivités territoriales ont pour vocation, sous la responsabilité des conservateurs, de participer au développement des musées, des monuments et des sites historiques, à la protection et à la conservation des biens culturels, de la nature et de l'environnement naturel et culturel.

Art. 21.- La carrière des fonctionnaires des Collectivités territoriales appartenant au corps des techniciens de musée comporte trois (3) grades et onze (11) échelons conformément aux dispositions du décret n° 92-1196 du 19 août 1992 relatif au classement et aux indices correspondant au grade ou classe et échelon des corps de fonctionnaires de la Fonction publique.

Les grades ou classes et échelons ainsi que l'échelle indiciaire du corps sont déterminés conformément au tableau suivant :

Grades, classes et échelons	Echelle indiciaire
Technicien de musée principal de classe exceptionnelle	2467
Technicien de musée principal : 3 <sup>e</sup> échelon 2 <sup>e</sup> échelon 1 <sup>er</sup> échelon	2358 2278 2157
Technicien de musée de 1 <sup>ère</sup> classe : 3 <sup>e</sup> échelon 2 <sup>e</sup> échelon 1 <sup>er</sup> échelon	2020 1886 1753
Technicien de musée de 2 <sup>e</sup> classe : 4 <sup>e</sup> échelon 3 <sup>e</sup> échelon 2 <sup>e</sup> échelon 1 <sup>er</sup> échelon	1629 1550 1441 1298
Technicien de musée stagiaire	1298

## Section 2. - Recrutement

Art. 22. - Les techniciens de musée des Collectivités territoriales sont recrutés par voie de concours parmi les candidats titulaires du diplôme du Centre régional de Formation pour la Préservation du patrimoine culturel et naturel de JOS (Nigeria) ou de tout autre diplôme admis en équivalence.

## Section 3.- Avancement

Art. 23. - L'avancement de grade ou de classe a lieu au choix par inscription à un tableau d'avancement établi conformément aux dispositions du statut général des fonctionnaires des collectivités locales.

*Peuvent être promus :*

- technicien de musée de 1<sup>ère</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, les techniciens de musée de 2<sup>e</sup> classe qui comptent deux (2) ans de services au 4<sup>e</sup> échelon et quatre (4) ans au minimum de services effectifs dans le corps ;

- technicien de musée principal 1<sup>er</sup> échelon, les techniciens de musée de 1<sup>ère</sup> classe qui comptent deux (2) ans de services au 3<sup>e</sup> échelon et huit (8) ans au minimum de services effectifs dans le corps ;

- technicien de musée principal de classe exceptionnelle, les techniciens de musée principaux qui comptent deux (2) ans de services au 3<sup>e</sup> échelon et douze (12) ans au minimum de services effectifs dans le corps.

Art. 24.- L'avancement d'échelon est fonction de l'ancienneté. Le temps à passer dans chaque échelon est fixé à deux (2) ans.

#### Chapitre VI. - *Corps des gardiens de musée*

##### Section première.- *Dispositions générales*

Art. 25.- Les gardiens de musée des Collectivités territoriales ont pour vocation la garde des biens culturels et bâtiments qui les abritent. Ils sont les auxiliaires et les collaborateurs directs des techniciens de musée auxquels ils sont subordonnés.

Art. 26.- La carrière des fonctionnaires appartenant au corps des gardiens de musée des Collectivités territoriales comporte trois (3) grades et onze (11) échelons conformément aux dispositions du décret n° 92-1196 du 19 août 1992 relatif au classement et aux indices correspondant au grade ou classe et échelon des corps de fonctionnaires de la Fonction publique.

Les grades, classes et échelons, l'échelle indiciaire du corps sont déterminés conformément au tableau suivant :

Grades, classes et échelons	Echelle indiciaire
Gardien de musée principal de classe exceptionnelle	1092
Gardien de musée principal :	
3 <sup>e</sup> échelon	1049
2 <sup>e</sup> échelon	1035
1 <sup>er</sup> échelon	983
Gardien de musée de 1 <sup>ère</sup> classe	
3 <sup>e</sup> échelon	957
2 <sup>e</sup> échelon	927
1 <sup>er</sup> échelon	879
Gardien de musée de 1 <sup>ère</sup> classe	
3 <sup>e</sup> échelon	825
2 <sup>e</sup> échelon	784
1 <sup>er</sup> échelon	776
Gardien de musée stagiaire.	776

##### Section 2.- *Recrutement*

Art. 27. - L'accès au corps des gardiens de musée des Collectivités territoriales est ouvert sur concours aux candidats titulaires du certificat d'études primaires élémentaires.

##### Section 3. - *Avancement*

Art. 28. - L'avancement de grade ou de classe a lieu au choix par inscription à un tableau d'avancement établi conformément aux dispositions du statut général des fonctionnaires des collectivités locales.

*Peuvent être promus :*

- gardien de musée de 1<sup>ère</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, les gardiens de musée de 2<sup>e</sup> classe qui comptent deux (2) ans de services au 3<sup>e</sup> échelon et quatre (4) ans au minimum de services effectifs dans le corps ;

- gardien de musée principal de 1<sup>er</sup> échelon, les gardiens de musée de 1<sup>ère</sup> classe qui comptent deux (2) ans de services au 3<sup>e</sup> échelon et huit (8) ans au minimum de services effectifs dans le corps ;

- gardien de musée principal de classe exceptionnelle, les gardiens de musée principaux qui comptent deux (2) ans de services au 3<sup>e</sup> échelon et douze (12) ans au minimum de services effectifs dans le corps.

Art. 29. - L'avancement d'échelon est fonction de l'ancienneté. Le temps à passer dans chaque échelon est fixé à deux (2) ans.

#### Chapitre VII. - *Dispositions transitoires et finales*

Art. 30. - Pour la constitution initiale des différents corps du cadre des fonctionnaires de la culture dans les Collectivités territoriales et par dérogation aux conditions normales de recrutement, les conditions suivantes sont requises des agents des Collectivités territoriales pour être nommés comme stagiaires s'ils sont non fonctionnaires ou s'ils sont fonctionnaires, au grade du début :

- être titulaire du diplôme requis pour accéder auxdits corps avant l'entrée en vigueur du présent décret ;

- avoir été enrôlé par le Cabinet d'audit ;

- avoir demandé leur intégration dans la Fonction publique locale avant l'entrée en vigueur du présent décret ;

- avoir un dossier de demande favorablement examiné par la Commission ad hoc d'intégration (CAHI).

Il leur est rappelé une ancienneté civile valable pour l'avancement allant de la date de reprise de service après l'obtention du diplôme requis à la date d'entrée en vigueur du présent décret. Toutefois, pour les agents non fonctionnaires des Collectivités territoriales, ce rappel d'ancienneté n'est opéré qu'après titularisation.

Art. 31. - Le Ministre chargé des Finances, le Ministre chargé de la Fonction publique et le Ministre chargé des Collectivités territoriales procèdent, chacun en ce qui le concerne, à l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 16 juillet 2018.

Macky SALL

Le Président de la République :

*Le Premier Ministre,*

Mahammed Boun Abdallah DIONNE

## PARTIE NON OFFICIELLE

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers  
Bureau de Thiès

### AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

*Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois (3) mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal régional Thiès*

Suivant réquisition n° 1075, déposée le 28 janvier 2019, Monsieur Djiby SY, Chef du Bureau des Domaines de Thiès es qualité, demeurant à Thiès, Place de France, agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal, demande l'immatriculation au livre foncier de Thiès, d'un immeuble à usage de verger, d'une contenance totale de 33a 24ca, situé à Santhie Sérères, Commune de Keur Moussa, Département de Thiès, borné au Nord par la RN2 et des autres côtés par des terrains du Domaine national.

1- Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal, pour avoir été incorporé par l'effet des dispositions de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relatif au domaine national et pour avoir fait l'objet de la procédure prévue au titre II du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964, portant application de la loi sur le domaine national ainsi qu'il résulte du décret n° 2018-2047 du 28 novembre 2018.

2- Qu'il n'est à sa connaissance grevé d'aucun droit ou charge réel, actuel ou éventuel.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,  
Djiby SY*

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers  
Bureau de KOLDA-SEDHIOU

### AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

*Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal Régional de Sédhiou.*

Suivant réquisition n° 0531 déposée le 15 mars 2019, Monsieur Saïdou FAYE Chef du Bureau des Domaines de Kloda es qualités, demeurant à Kloda, quartier Sikilo, agissant au nom et pour le compte de l'Etat du Sénégal, demande l'immatriculation au Livre foncier de la Haute Casamance, d'un immeuble à usage commercial (HOTEL), d'une contenance totale de 16a 49ca, situé à la ville de Madina Wandifa, Commune de Madina Wandifa, Département de Bounkiling, borné à l'Est par un TN et des autres côtés par des rues non dénommées.

1.- Il a déclaré que ledit immeuble appartient à l'Etat du Sénégal, pour avoir été incorporé par l'effet des dispositions de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relatif au domaine national et pour avoir fait l'objet de la procédure prévue au titre II du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964 portant application de la loi sur le domaine national ainsi qu'il résulte des dispositions du décret n° 2014-732 du 06 juin 2014.

2.- Qu'il n'est à sa connaissance, grevé d'aucun droit ou charge réel, actuel ou éventuel.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,  
Saïdou FAYE*

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers  
Bureau de Rufisque

### AVIS DE BORNAGE

*Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.*

Le jeudi 18 avril 2019 à 9 heures 00 mn du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à NIACOLRAB, Commune de JAXAAY consistant en un terrain du Domaine national d'une contenance de 03ha 28a 00ca, et borné de tous les côtés par des terrains non immatriculés dont l'immatriculation a été demandée par le Chef du bureau des Domaines de Rufisque, suivant réquisition du 23 février 2018 n° 436.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,  
M. Ousmane DIOUF*



Conservation de la Propriété et des Droits fonciers  
Bureau de Rufisque

### AVIS DE BORNAGE

*Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.*

Le vendredi 12 avril 2019 à 9 heures 00 mn du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à TOUBAB DIALAW, Commune de YENE consistant en un terrain du Domaine national d'une contenance de 913 m<sup>2</sup>, et borné de tous les côtés par des terrains non immatriculés dont l'immatriculation a été demandée par le Chef du bureau des Domaines de Rufisque, suivant réquisition du 05 février 2019 n° 458.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,*  
M. Ousmane DIOUF

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers  
Bureau de Rufisque

### AVIS DE BORNAGE

*Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.*

Le mardi 07 mai 2019 à 9 heures 00 mn du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à KEUR DAOUDA SARR, Commune de BAMBILO consistant en un terrain du Domaine national d'une contenance de 91a 57ca, et borné de tous les côtés par des terrains non immatriculés dont l'immatriculation a été demandée par le Chef du bureau des Domaines de Rufisque, suivant réquisition du 10 décembre 2018 n° 456.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,*  
M. Ousmane DIOUF

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers  
Bureau de Rufisque

### AVIS DE BORNAGE

*Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.*

Le mardi 09 avril 2019 à 9 heures 00 mn du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à SANGALKAM, Commune de SANGALKAM consistant en un terrain du Domaine national d'une contenance de 01ha 12a 79ca, et borné de tous les côtés par des terrains non immatriculés dont l'immatriculation a été demandée par le Chef du bureau des Domaines de Rufisque, suivant réquisition du 08 juin 2018 n° 448.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,*  
M. Ousmane DIOUF

## ANNONCES

*(L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers)*

### DECLARATION D'ASSOCIATION

*Titre de l'Association : « FASSANDA ».*

*Objet :*

- unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- contribuer à l'épanouissement de ses membres ;
- promouvoir la citoyenneté des populations.

*Siège social : Quartier Ndiong -  
Commune de Joal - Fadiouth -  
Département de Mbour*

### COMPOSITION DU BUREAU

*Actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association*

MM. Antoine Diène DIOKH, *Président* ;

Ismâïla Kâ DIARRA, *Secrétaire général* ;

François DIOKH, *Trésorier général*.

Récépissé de déclaration d'association n° 18-249 GRT/AD en date du 27 décembre 2018.

## DECLARATION D'ASSOCIATION

*Titre de l'Association :* ASSOCIATION NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT AGRO-PASTORAL DU SENEGAL

*Objet :*

- unir les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- mettre en place un ambitieux programme d'agriculture essentiellement dédié à l'insertion de la jeunesse dans le secteur agro-pastoral ;
- mener des activités socio-économiques d'intérêt communautaire ;
- contribuer à l'émancipation sociale et à la formation civique des membres ;
- lutter contre toutes les formes de déperdition sociale ;
- participer à la réinsertion sociale des populations vulnérables ;
- mener des activités de formation permanente pour la classe ouvrière de base et augmenter l'efficacité de leurs initiatives et activités économiques ;
- lutter contre la pauvreté en appuyant les membres capables de prendre des initiatives locales ;
- contribuer positivement à la promotion économique du terroir en appuyant et en renforçant les efforts productifs liés aux activités industrielles et artisanales des membres de l'association ;
- susciter toutes activités économiques à la base pour un développement autocentré et durable ;
- promouvoir une agriculture diversifiée.

*Siège social :* Chez Serigne Moustapha Kamal Mbacké, près de la SDE, quartier Mbacké Dimb à Diourbel

## COMPOSITION DU BUREAU

*Actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association*

MM. Serigne Modou Kimane DIOP, *Président* ;  
Serigne Mbaye SECK, *Secrétaire général* ;  
M<sup>me</sup> Aminata MBENGUE, *Trésorière générale*.

Récépissé de déclaration d'association n° 19094 MINT/DGAT/DLP/DLA-PA /BA en date du 31 décembre 2018.

## DECLARATION D'ASSOCIATION

*Titre de l'Association :* « SAR RANDONNEE CLUB (SRC) ».

*Siège social :* Cité Ousmane FALL, villa n° 155, dans la Commune de Thiroye sur Mer - Pikine

*Objet :*

- unir et former les membres animés d'un même idéal et créer entre eux des liens d'entente et de solidarité ;
- développer l'activité de randonnée pédestre en son sein et participer à tous activités de randonnée pédestre permettant de concilier la marche et la découverte de la région ;
- contribuer à l'émancipation civique des populations et des jeunes en particulier ;
- promouvoir le développement du sport pour tous ses membres par la pratique de la randonnée pédestre en étant facteur de prévention des maladies cardiovasculaires et un bien-être physique et morale.

## COMPOSITION DU BUREAU

*Actuellement chargés de l'administration et de la direction de l'association*

M. Abdou Waly NDIAYE, *Président* ;

M<sup>me</sup> Amy COLY, *Secrétaire générale* ;

M. Abiboulaye SAKHO, *Trésorier général*.

Récépissé de déclaration d'association n° 00030 /GRD/AA/BAG en date du 08 mars 2019.

Société civile professionnelle de *notaires*  
SOW & MBACKE

Titulaire de la Charge de Dakar III créée en 1959  
(Successeur de Me Amadou Nicolas Mbaye  
& de M<sup>e</sup> Boubacar Seck)

27, rue Jules Ferry x Moussé Diop

## AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Certificat d'inscription du TF n° 7661/DK profit de la « Société nationale de Recouvrement » appartenant à Monsieur Mbaye THIAM. 2-2

Etude de Maître Assane Dioma NDIAYE  
*Avocat à la Cour*

Agréé à la Cour Pénale Internationale,  
Membre permanent du Comité de discipline de la CPI  
*Diourbel :* Route de l'Hôpital en face ANCAR  
*Dakar :* 10, Rue Saba Immeuble Sam SECK  
derrière la Clinique de Fann Hock

## AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 661/GR au lot n° 05 appartenant à Monsieur Jean Marc BIAU né le 08 septembre 1956 à ALES. 2-2



Etude de M<sup>e</sup> Mahmoudou Aly TOURE,  
*Notaire Dakar XVI*  
Dakar, Point E rue L résidence  
« Seydina Cheikh Ahmed TIJANI »

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 2.386/GR, appartenant à la Société FAOURA SA. 2-2

Etude de M<sup>e</sup> Mamadou Ndiaye, *notaire*  
BP - 197 - Kaolack

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 1816/kk, appartenant à Monsieur Arona dit Moussa NGUER. 2-2

OFFICE NOTARIAL  
M<sup>e</sup> Amadou Moustapha Ndiaye,  
Aïda Diawara Diagne & Mahamadou Maciré Diallo,  
*notaires associés*  
83, Boulevard de la République  
Immeuble Horizons 2<sup>ème</sup> étage - Dakar

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de l'original du titre foncier n° 1.205/DKR du livre foncier de Dakar Plateau, appartenant à Messieurs Saliou SOUGOU, El Hadji Mactar SOUGOU et Madame Fatoumata SOUGOU. 2-2

Etude de M<sup>e</sup> Moussa Mbacké,  
*notaire à Dakar*  
27, Avenue Georges Pompidou BP. 6.655 - DAKAR

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 7.347/GR (ex. 10.10.948/DG), appartenant à Monsieur Djibril THIAM. 2-2

Etude de M<sup>e</sup> Ousseynou GAYE  
*Avocat à la Cour*  
106, Avenue André Peytavin - Dakar

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 2920/R, appartenant au sieur Moussa SECK. 2-2

Etude de Maître Edouard Samuel SAGNA  
*Notaire*  
64, Rue Amilcar Cabral - Léona - Kaolack

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 350/KK, appartenant aux héritiers de Monsieur Amadou Mactar GAYE. 1-2

Etude de M<sup>e</sup> Simone DIOH DIOUF, *notaire*  
Quartier Escale rue de commerce  
En face ex. Peyrissac - DIOURBEL

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 40/Baol appartenant à Monsieur Mbaye FALL. 1-2

Etude de M<sup>e</sup> Cheikh Balla Nar DIENG,  
*notaire à Ziguinchor*  
132, rue Lemoine - BP. 576 Ziguichor

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Certificat d'inscription du droit au bail objet du titre foncier n° 2614/BC de la Basse Casamance, appartenant à Monsieur Ahmed AREZKI. 1-2

SOCIETE CIVILE PROFESSIONNELLE  
M<sup>es</sup> Patricia Lake Diop & Djibril Thiam  
*Notaires associés*  
Dakar (Sénégal) Point E- Rue 2 x Rond Point Tour de l'Oeuf  
(Près de Body Best) BP. 21017 Dakar Ponty

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 13.343/NGA, appartenant à Monsieur Mamadou THIECOURA TOURE. 1-2

OFFICE NOTARIAL  
M<sup>e</sup> Abdel Kader NIANG  
Titulaire de la Charge de Thiès II créée en 2004  
Place de Sousse - Immeuble DIOUCK, n° 29

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n°616/TH appartenant à Monsieur Oumar FALL. 1-2

OFFICE NOTARIAL  
Me Momar GUEYE, *notaire*  
Matam, Immeuble Mory DIAW  
à l'angle Fadel Escalier gauche 2<sup>ème</sup> Etage Appt. n° 08

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n°30/M au livre foncier de Matam, appartenant à Monsieur Abdourahim AGNE, né le 25 novembre 1942 à Thiès (Sénégal). 1-2

Etude de M<sup>e</sup> Abdou Dialy Kane,  
*Avocat à la Cour*  
67, Rue Vincens BP. 22.197 Dakar Ponty

### AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 9435/NGA d'une superficie de 300 m<sup>2</sup> appartenant à Monsieur Amadou Tidiane LY né le 02 octobre 1951 à Dakar. 1-2

---

RUFISQUE - Imprimerie nationale DL n° 7120

---